



## CHAPITRE 118

Loi concernant La commission des écoles catholiques de Chicoutimi

[Sanctionnée le 6 février 1958]

Préambule.

**A**TTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi ont, par leur pétition, représenté:

Qu'ils sont régis par la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 59) et ses amendements;

Qu'il y a lieu de changer leur nom corporatif en celui de "La commission des écoles catholiques de la cité de Chicoutimi";

Que, pour la bonne administration de leurs affaires, ils estiment qu'il y aurait lieu de modifier le mode d'élection des commissaires;

Qu'il y aurait également lieu que l'engagement des instituteurs ou institutrices se fasse par résolution de la commission;

Qu'il y aurait lieu d'indemniser lesdits commissaires pour leurs frais de représentations et autres dépenses;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Désignation.

**1.** Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, seront dorénavant connus et désignés sous le nom de La commission des écoles catholiques de Chicoutimi.

## CHAPTER 118

An Act respecting The Catholic school board of Chicoutimi

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Preamble.

**W**HEREAS The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi have, by their petition, represented:

That they are governed by the Education Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 59) and its amendments;

That it is expedient to change their corporate name to that of "The Catholic school board of the city of Chicoutimi";

That, for the good administration of their affairs, they are of opinion that it would be proper to change the method of electing the commissioners;

That it would also be proper that the engagement of teachers be made by resolution of the board;

That it would be proper to indemnify the said commissioners for their representation costs and other expenses;

Whereas it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Designation.

**1.** The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi, in the county of Chicoutimi, shall hereafter be known and designated by the name of The Catholic school board of Chicoutimi.

S.R.,  
c. 59,  
a. 151a,  
remp.  
pour la  
corpora-  
tion.

**2.** L'article 151a de la Loi de l'instruction publique, édicté par l'article 5 de la loi 14-15 George VI, chapitre 57, est remplacé, pour La commission scolaire de la cité de Chicoutimi, par le suivant:

Commis-  
saires.

**"151a.** Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi sont au nombre de cinq et le siège de chacun est désigné respectivement sous les numéros 1, 2, 3, 4 et 5.

Siège.

Chaque commissaire est élu pour le siège pour lequel il aura été mis en nomination à la majorité des électeurs ayant voté.

Élection  
par rota-  
tion.

L'élection pour les commissaires représentant les sièges numéros 1 et 2 actuellement occupés par MM. Jacques Riverin et Jean-Louis Gauthier, aura lieu en 1958.

Idem.

L'élection pour les commissaires représentant les sièges numéros 3 et 4 actuellement occupés par MM. Vincent Brassard et Louis-Georges Lapointe, aura lieu en 1959.

Idem.

L'élection pour le commissaire représentant le siège numéro 5 actuellement occupé par M. William Boulé, aura lieu en 1960."

Change-  
ment.

**3.** Nonobstant les dispositions des articles 227 et 228 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) l'engagement d'un instituteur ou d'une institutrice se fait par résolution de la commission, communiquée à l'intéressé. Si celui-ci ou celle-ci signifie par écrit son acceptation, cette résolution et cette acceptation tiennent lieu de contrat.

Indem-  
nité.

**4.** Nonobstant toutes dispositions législatives incompatibles, Les commissaires d'écoles de La commission des écoles catholiques de Chicoutimi sont autorisés à verser annuellement à titre d'indemnité pour frais de représentation, et autres dépenses, une somme de neuf cents dollars au président de ladite commission et une somme de six cents dollars aux commissaires qui en font partie, à compter du premier juillet 1957.

Entrée en  
vigueur.

**5.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**2.** Section 151a of the Education Act enacted by section 5 of the act 14-15 George VI, chapter 57, is replaced, for The school board of the city of Chicoutimi, by the following:

R.S.,  
c. 59,  
s. 151a,  
replaced  
for corpo-  
ration.

**"151a.** The school commissioners for the municipality of the city of Chicoutimi shall be five in number and the seat of each shall be designated respectively by the numbers 1, 2, 3, 4 and 5.

Commis-  
sioners.

Each commissioner shall be elected to the seat for which he shall have been nominated by the majority of the electors who have voted.

Seat.

The election of the commissioners representing seats numbers 1 and 2 presently occupied by Messrs. Jacques Riverin and Jean-Louis Gauthier, shall be held in 1958.

Election  
by rota-  
tion.

The election of the commissioners representing seats numbers 3 and 4 presently occupied by Messrs. Vincent Brassard and Louis-Georges Lapointe, shall be held in 1959.

Idem.

The election of the commissioner representing seat number 5 presently occupied by Mr. William Boulé, shall be held in 1960."

Idem.

**3.** Notwithstanding the provisions of sections 227 and 228 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59) the engagement of a teacher shall be made by resolution of the board, communicated to the person concerned. If the latter signifies his or her acceptance in writing, such resolution and acceptance shall take the place of a contract.

Change.

**4.** Notwithstanding any inconsistent legislative provision, The school commissioners of The Catholic school board of Chicoutimi are authorized to pay annually as compensation for representation and other expenses a sum of nine hundred dollars to the chairman of the said board and a sum of six hundred dollars to the commissioners thereof, from and after the first of July, 1957.

Indem-  
nity.

**5.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.